

Europe

MERKEL III VERS LE PAS DE QUATRE

Gabriel Richard-Molard

11/09/2017

Suite au débat entre Angela Merkel et Martin Schulz avant les élections fédérales en Allemagne, Gabriel Richard-Molard, expert des relations franco-allemandes, docteur en droit européen, dresse le bilan d'Angela Merkel au terme de son troisième mandat qui, bien que contrasté, la place en tête des sondages devant son rival social-démocrate. Une tribune en partenariat avec Libération.

« Enlace-moi tout l'été pour me plaire », chantait Brigitte Bardot dans son tube de l'été 1964 intitulé « Jamais trois sans quatre ». À n'en point douter, la Chancelière allemande Angela Merkel en a fait son tube de campagne, tant la campagne électorale est dolente et semble favorable à celle qui brigue officiellement depuis le 6 décembre dernier un quatrième mandat. À moins de deux semaines de l'élection, son principal rival, le social-démocrate et ancien président du Parlement européen Martin Schulz, voit chaque jour la perspective d'une victoire s'éloigner tandis que la Chancelière continue à capitaliser ses soutiens sur son bilan : un bilan critiqué mais dont les citoyens allemands semblent largement s'accommoder.

Angela Merkel en échappée

Tout semble indiquer que Merkel gardera son maillot jaune, le 24 septembre prochain au soir, à l'occasion des élections législatives allemandes, tant l'écart qu'elle a réussi à creuser avec son outsider, Martin Schulz du Parti social-démocrate (SPD) semble s'accroître de jour en jour et ce malgré une prestation de qualité lors du débat télévisé du dimanche 3 septembre 2017. Martin Schulz est un combattant et il a su le démontrer avec brio mais, parachuté depuis Bruxelles où il était président du Parlement européen, il est aussi une personnalité peu connue en Allemagne et malgré des sondages très positifs lors de l'annonce de sa candidature, celui-ci a vu fondre ses intentions de vote, tant la Chancelière monopolise l'entièreté du débat public et ne lui permet pas véritablement de développer un discours alternatif entendu par la population. La lutte est à l'évidence inégale puisqu'à quinze jours du vote, la CDU est créditée de 38% des intentions de vote, alors que le SPD n'attirerait que 24% des suffrages, soit encore moins que les 25% atteints en 2013.

... en dépit d'un bilan contrasté

Le manque catastrophique d'investissements publics, depuis maintenant plus de dix ans, a des répercussions importantes sur les infrastructures de transport et l'état des bâtiments publics. Sur le plan social, le tableau est comparable puisque le Fond monétaire international rappelle, dans une étude publiée en mai dernier, que ce sont aujourd'hui près de 16% des foyers allemands qui vivent sous le taux de risque de pauvreté. Il existe à l'évidence un grand nombre d'indicateurs qui semblent encourageants comme le faible taux de chômage ou les résultats à l'export que la Chancelière a à cœur de mettre au centre de ses meetings. Elle oublie toutefois de préciser que le faible taux de chômage s'explique principalement par la réduction constante de la population active depuis plus de quinze ans et que les résultats impressionnants à l'export sont liés essentiellement au manque d'investissement public, aux délocalisations vers les pays émergents et au fait, comme le rappelle Guillaume Duval dans un [article récent](#), que l'Allemagne produit des biens manufacturés (voitures haut de gamme et machines-outils) dont ces mêmes pays émergents font massivement l'acquisition depuis une quinzaine d'années.

Faire croire que l'on veut ce que l'on ne veut pas

Si la politique est affaire de perception, Angela Merkel en maîtrise sans doute les secrets. Elle aura réussi, en paraphrasant le général de Gaulle, à faire croire qu'elle voulait ce qu'elle ne souhaitait pas. Au-delà du bilan économique avec lequel elle souhaite rassurer son électorat traditionnel, elle aura su endosser le gain des quelques avancées notoires en matière sociale que son gouvernement a produit, comme le salaire minimum de branche ou plus récemment le mariage homosexuel. De la même manière, son attitude solitaire et courageuse face à sa famille politique sur l'accueil massif de réfugiés ou encore la fermeté (et l'ambiguïté relative) de ses convictions pro-européennes aura assurément fait douter des électeurs de centre-gauche, voire de gauche, qui ont pu voir en ses actes un esprit ou du moins une inspiration sociale-démocrate et ainsi infléchir leur vote. Stratège de génie ou femme de conviction, Angela Merkel aura réussi en l'espace de quatre ans à démonétiser totalement l'action de son « junior partner » de coalition, jusqu'à le cantonner à n'être qu'un acteur secondaire de la politique fédérale. Faisant cela, elle aura permis en partie à l'AfD, le parti populiste d'extrême-droite, de commencer à s'enraciner durablement – et ce pour la première fois pour un parti de ce type – dans le paysage politique allemand.

Le bilan de ce troisième mandat d'Angela Merkel est donc tout en contrastes, ce qui dénote avec l'image qu'elle a réussi à imposer dans l'esprit d'une majorité de la population allemande, c'est-à-dire celle d'une femme politique inébranlable et protectrice, rompue à l'exercice d'un compromis permanent où elle ne prend que rarement les décisions mais profite malgré tout des succès

politiques. Car que l'on se le dise : Angela Merkel est profondément européenne et sait qu'un échec doit toujours être collectif, alors qu'un succès est toujours personnel.

*La Fondation Jean-Jaurès s'associe à **Libération** pour apporter son éclairage sur les élections fédérales en Allemagne du 24 septembre 2017 à travers trois tribunes de Gabriel Richard-Molard, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, spécialiste des relations franco-allemandes et docteur en droit européen.*